

<https://www.pouruneconstituante.fr/spip.php?article2460>



Bonapartisme ou Constituante-Encore et toujours

- La démocratie : un enjeu - La démocratie face aux défis - Débats - Les institutions - La Constitution -



Date de mise en ligne : lundi 23 mars 2026

Copyright © ASSOCIATION POUR UNE CONSTITUANTE - Tous droits

réservés

Lorsque j'ai publié, dans *Le Monde diplomatique*, en avril 2014, un article intitulé « *Bonapartisme ou Constituante* », je voulais attirer l'attention sur les choix auxquels nous conduisait inévitablement un monde en perdition. Depuis 2008, l'appel à l'élection d'une Assemblée Constituante me semble la bonne réponse historique. Mais je constate que nombre de ceux qui, d'un bout à l'autre de l'échiquier politique, soutiennent le système politique et social actuel sont prêts à envisager une autre option. C'est celle que j'appelle « *bonapartiste* », le peuple se résignant à un gouvernement autoritaire censé fournir une réponse à ses angoisses.

Pas de surprise donc à voir Geoffroy de Lagasnerie, philosophe habituellement classé à gauche, publier un pamphlet intitulé « *L'Âme noire de la démocratie (Flammarion 2026)* », dans lequel il prend officiellement position pour l'antidémocratie et enterre le droit de vote pour tous. Il est loin, certes, d'être le seul, mais sa notoriété permet de révéler une accumulation d'attaques contre la philosophie des Lumières et la force émancipatrice de la Révolution française.

Bonapartisme ou Constituante

L'action pour sortir d'une crise de régime de plus en plus évidente demande de reconnaître enfin à quel point les responsables politiques sont de moins en moins considérés comme légitimes par les citoyens. Si les principaux dirigeants ne souhaitent pas remettre en cause les institutions sur lesquelles repose leur pouvoir, tous sont contraints de reconnaître que les citoyens se sentent de moins en moins représentés. Le besoin d'un pouvoir d'essence différente s'impose de plus en plus.

Certes, les rappels à l'ordre républicain se multiplient, mais ressemblent souvent plus à des admonestations qu'à des volontés politiques cherchant à redonner aux citoyens la maîtrise de leur propre destin.

C'est ainsi que se construit une option de gouvernement musclé, fondé sur le culte du chef, censé répondre aux attentes des citoyens, comprendre leurs difficultés et se démarquer des recettes utilisées depuis des décennies. Le souvenir de Bonaparte resurgit avec celui de l'État garant de la communauté nationale. Et donc, se dessine l'aspiration à une personnalité providentielle, légitimant d'ailleurs l'élection présidentielle.

Geoffroy de Lagasnerie n'y va pas de main morte : « *Oui parfois, en tant que progressistes, nous pouvons, et même nous devons être antidémocrates* ». Comme tant de partisans d'un régime autoritaire, il ignore le peuple en tant qu'acteur politique et sélectionne les citoyens ayant droit à la parole. Jusque-là, on trouvait ces dérapages dans les officines de l'extrême-droite. Voilà que des cercles de gauche leur offrent droit de cité.

L'autre option, l'élection d'une Constituante, est bien sûr moins évidente, plus difficile. L'aspiration à l'ordre est *a priori* simple à définir s'il ne s'agit que de la sécurité dans l'espace public. Mais elle exprime aussi la volonté de protection face à la dégradation de la qualité de la vie et des droits sociaux, protection qui ne peut être affirmée que par un retour au peuple souverain.

Le projet développé par Geoffroy de Lagasnerie peut parfaitement s'épanouir dans le cadre des institutions actuelles, éventuellement par des retouches mineures. La constituante, pour sa part, implique d'avoir confiance dans la capacité des citoyens à recréer l'intérêt général par un vrai changement de système, à refonder la loi en tant qu'expression de la volonté générale. Certes, elle paraît, de ce fait, moins accessible, mais est-ce une raison pour hurler avec les loups contre la démocratie ?

Reconquête de la vie publique

L'option donc que nous appelons ici bonapartiste trouve, de nos jours, un terrain d'autant plus favorable que les rappels à l'ordre républicain n'ont aucun sens lorsque le contrat social et l'unité républicaine se dissolvent sous le coup des intérêts particuliers, si la citoyenneté, fondamentale dans l'histoire politique de la France, n'est plus qu'un argument de congrès, si les citoyens ne sont pas acteurs de leur propre destin. Sans doute ont-ils perdu leurs repères, mais n'est-ce pas parce que tout pousse à les faire disparaître ?

L'offense faite au suffrage universel par la signature, le 13 décembre 2007, du traité de Lisbonne, jumeau du TCE rejeté par les Français (et les Néerlandais), a, bien sûr, frappé les esprits. Mais elle n'a pas conduit à des perspectives politiques nouvelles. En effet, chaque acteur politique a tenté d'y faire son petit marché. C'est ainsi que se sont développées des thèses purement partisans tendant à donner une étiquette au vote Non. Les tentatives d'appropriation d'un « *Non de gauche* », comme celles d'un « *Non de droite nationale* », dans la perspective de la présidentielle proche, étaient non seulement dérisoires, mais paradoxalement renforçaient le système institutionnel en y faisant entrer de force le résultat du référendum. Or ce référendum avait, peu ou prou, créé, au travers des débats qui l'avaient précédé, un embryon de volonté collective nouvelle : celle du peuple souverain, dessinant une ébauche d'un nouvel intérêt général, fondement de la République.

Là se trouvait, et se trouve toujours la bifurcation historique. L'option autoritaire prétend toujours répondre à la crise profonde, mais dans le cadre perpétué des fonctionnements fondamentaux du régime. C'est celle, antidémocratique, de Geoffroy de Lagasnerie. L'option démocratique, a contrario, par l'élection d'une Assemblée Constituante, donne une issue pacifique et démocratique à la crise actuelle. Elle est conforme au génie français qui a offert tant de réponses philosophiques dans l'Histoire.